

Lance Schonberg

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Les récentes baisses d'impôt sur les bénéfices des sociétés, tout comme de nouvelles baisses, ne semblent pas nécessaires, car rien n'indique qu'elles suscitent la création d'emplois. Selon toute vraisemblance, elles ont plutôt contribué à limiter les recettes auxquelles le gouvernement fédéral a accès. Il faut se concentrer sur l'élaboration et la modernisation des infrastructures, non seulement les infrastructures physiques traditionnelles, mais les infrastructures d'information, en vue d'appuyer les entreprises de haute technologie et les consommateurs.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Le travail du gouvernement ne consiste pas à choisir des entreprises ou des industries gagnantes et perdantes, mais à assurer un environnement de marché qui offre des possibilités. C'est pourquoi des baisses supplémentaires de l'impôt sur les sociétés, qui réalisent déjà des bénéfices, ne semblent aucunement appropriées. Il serait plus opportun d'offrir des subventions à l'innovation et un appui en vue d'aider les entreprises à moderniser leurs activités et à accroître leur compétitivité à l'échelle mondiale. Des baisses modestes de l'impôt sur le revenu des particuliers permettraient à ces derniers de mettre plus d'argent dans l'économie, ce qui favoriserait les entreprises méritantes.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Bien que les soins de santé soient très importants pour une population vieillissante, on devrait mettre en place plus de programmes pour s'attaquer aux besoins de formation en santé, de prévention et d'hygiène. Pour remédier à la pénurie de compétences, on pourrait simplifier la réglementation et les processus de certification, ce qui aiderait à accroître les compétences et la main-d'œuvre dans le domaine des soins de santé.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Appui à l'industrie de haute technologie et aux infrastructures. Une stratégie d'immigration ciblée visant à combler les pénuries particulières de compétences professionnelles.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

En général, le poids des impôts repose sur les classes moyennes et inférieures. Comme mentionné précédemment, une modeste réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers augmentera les fonds dont disposent ces groupes. On devrait aussi aider les nouveaux immigrants en matière de langue et d'adaptation culturelle. Pour ce qui est des conditions de vie dans les réserves autochtones, le gouvernement fédéral devrait adopter une attitude consultative pour effectuer des améliorations et assurer l'autodétermination. Concernant l'éducation postsecondaire : un leadership fédéral en vue d'établir des normes et de l'uniformité en matière de prestation et de financement. Le chômage chez les jeunes : mise en place de programmes d'apprentissage et d'emploi ciblant les jeunes.